



SERVICE PUBLIC

Dans une société débarrassée du capitalisme, un statut particulier des personnels deviendrait sans doute inutile...

... En attendant, il garde toute sa pertinence et son importance ! L'acharnement de la classe dominante depuis toujours sur ce sujet n'est pas innocent et aujourd'hui c'est Macron qui a été mandaté pour l'assumer à coups d'ordonnances. Il s'agit pour elle de détourner le principe des statuts en le présentant uniquement comme des « *privilèges* » que défendent les personnels en question pour en faire oublier l'essence même.

Finalement, ces fameux statuts que veut détruire la classe dominante sont au cœur même de l'affrontement idéologique sur la question du Service Public. D'ailleurs, quand on parle de privatisation d'entreprises publiques, de Service Public, il ne s'agit pas seulement du changement de statut de la ou les entreprises concernées ; elles sont toujours accompagnées de la fin du statut particulier de leur personnel, et ce n'est pas pour rien ! Dit autrement, une *Société Anonyme* avec uniquement du personnel à statut serait très limitée d'un point de vue capitaliste.

Plus qu'un verrou contre l'arrivée du parasite dans une activité donnée, les statuts sont non seulement une véritable interface entre les personnels et le public, mais aussi un premier pas indispensable vers une vision communiste du travail.

Un lien de subordination réduit

Un des piliers importants du système capitaliste est le *marché du travail*. C'est là que les *employeurs* exercent leur chantage à l'emploi dans tous les domaines. Ce chantage n'est possible que parce qu'il existe un lien de subordination entre lui et « *son* » salarié. Ainsi ce dernier, se voit imposer une organisation du travail, le contenu d'un travail, un salaire, etc. Le salarié est totalement soumis en fonction des besoins et priorités de son employeur à savoir presque uniquement le profit et la prédation des parasites actionnaires.

Tout au contraire, un personnel à statut ne subit pas ce chantage – même si des directeurs ont malgré tout un rôle d'employeur concernant l'organisation du travail notamment – puisque la garantie statutaire lui permet de se voir proposer un poste équivalent, en lieu, en salaire et en qualification, lors des réorganisations. Une telle garantie n'est pas possible dans la vision capitaliste du travail.

Le lien de subordination est réduit, car ce n'est pas à un employeur et à des actionnaires que les personnels ont de réels comptes à rendre. Dans un fonctionnement capitaliste du travail, la finalité de celui-ci n'est pas la priorité ; l'objectif est constant : dégager toujours plus de marge pour les actionnaires. Au contraire, avec du personnel dégagé de ces contraintes absurdes imposées par des propriétaires lucratifs, la finalité du travail devient la seule priorité.

Un travail au service du public

Voilà donc le cœur du sujet : les agents d'un Service Public ne doivent rendre de compte qu'au public, c'est ce que permet un statut. Nous sommes bien dans deux conceptions totalement opposées et inconciliables du Travail : la première, peu importe le résultat du travail tant qu'on nourrit au maximum des actionnaires ; la deuxième, le résultat du travail pour répondre aux besoins du public est le seul objectif. La première, les salariés sont en concurrence ; la deuxième, ils sont complémentaires...

Nous pouvons en tirer deux conclusions. Tout d'abord, il n'est pas possible qu'une entreprise réalise un service répondant réellement et uniquement aux besoins de la population sans que ses salariés n'aient un statut, c'est-à-dire que la finalité de leur travail soit la seule chose importante ou l'unique objectif visé. Ensuite, il n'est pas non plus possible qu'une entreprise puisse dégager des marges pour des actionnaires si ses salariés ont un statut particulier.

Les métiers et les salaires écrasés par les parasites

Comme d'un point de vue capitaliste la finalité d'un travail n'a que peu d'importance, la manière dont sont organisés les métiers, c'est-à-dire la définition du contenu d'un travail, est complètement absurde et n'a de sens ni pour les salariés eux-mêmes, ni pour la réalisation dudit travail. C'est d'ailleurs pour cela que les salariés ont en permanence l'impression du travail mal fait, sans bon sens. Concernant les salaires, c'est totalement évident que les parasites les compressent indéfiniment. Tout cela est notamment inquiétant quand on parle de métiers de sécurité.

Quand on regarde ce que le monde du Travail a réussi à mettre en place notamment dans la manière de définir les métiers et les salaires par l'intermédiaire d'un statut du personnel, nous remarquons que c'est tout à fait l'inverse. Les métiers sont organisés et définis pour assurer une complémentarité intéressante entre tous les acteurs d'un Service Public afin de répondre au mieux aux besoins définis par les citoyens. Du besoin donc, on définit et organise des métiers. De plus, en face de chacun, on définit une qualification personnelle à celui qui est formé à le faire. Cela implique notamment que n'importe qui n'est pas habilité à faire n'importe quel travail et qu'il doit (le plus souvent) passer un examen pour.

Cette organisation des métiers est totalement incompatible avec la vision capitaliste du travail qui, lors de chaque privatisation, en plus de la suppression du statut des personnels, se doit de réorganiser les métiers pour coller à ses priorités.

Nous voyons bien qu'un statut est un échange de bons procédés entre les salariés (ils ont des devoirs et des droits) et les citoyens qui sont usagers de ce Service Public. Sans statut, les salariés n'ont des devoirs qu'envers des employeurs et des actionnaires, et les citoyens deviennent « *clients* » d'un produit capitaliste qui ne répond pas à leurs besoins, ce n'est d'ailleurs pas son but.

Vers une vision communiste du Travail

Bien entendu la marche peut paraître haute et la question du statut des personnels n'est pas la seule à pouvoir sortir de la vision capitaliste du travail. Cependant, elle met en lumière des points essentiels pour le faire. Par exemple, en atténuant de manière très forte le lien de subordination, il laisse paraître la capacité de travailler mieux sans employeur ; on parle d'ailleurs d'effectifs au lieu d'emplois.

Ensuite, la définition des métiers tels qu'il peut l'imposer permet de mettre en place une complémentarité des salariés au seul but de réaliser un travail répondant au besoin des citoyens. C'est ainsi une garantie pour le public dans sa globalité que le travail qui lui est dû est la seule préoccupation de l'entreprise. Ce fonctionnement pourrait d'ailleurs être élargi dans bien des domaines.

Enfin, la manière dont les carrières des agents sont organisées autour de qualification personnelle permet d'ébaucher une réelle sortie de la vision capitaliste de la rémunération pour un salaire dépendant uniquement de la qualification personnelle, sans régression possible.

Pour un réel Service Public, tous les personnels doivent obligatoirement bénéficier d'un statut !

Paris, le 3 avril 2018